

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 18-19 février 2013

PROGRAMMES DE PAYS

**Point 7 de l'ordre du
jour**

*Pour approbation selon la
procédure d'approbation
tacite*



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.1/2013/7

21 décembre 2012

ORIGINAL: ANGLAIS

PROGRAMME DE PAYS NICARAGUA 200434 (2013–2018)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation selon la procédure d'approbation tacite.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODPC*: M. G. Lodesani tél.: 066513-2567

Attachée de liaison, ODPC: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Panama (Amérique latine et Caraïbes)

RÉSUMÉ

Le Nicaragua est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Le revenu national brut par habitant est de 1 080 dollars É.-U., 42 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et 15 pour cent, dans une situation d'extrême pauvreté. Les niveaux de dénuement sont plus élevés dans les zones rurales, en particulier dans la Région autonome de l'Atlantique nord, qui accueille la plupart des communautés autochtones et où 37 pour cent de la population connaît une pauvreté extrême. Dans les zones de peuplement autochtone, 40 pour cent des enfants ne fréquentent pas l'école primaire, et la durée moyenne de scolarisation n'est que de trois ans. La malnutrition chronique touche 22 pour cent des enfants de moins de 5 ans, et c'est dans le couloir de la sécheresse que les taux de retard de croissance sont les plus élevés: 35 pour cent dans le département de Madriz et 28 pour cent dans celui de Nueva Segovia. Le Nicaragua est aussi exposé à des catastrophes naturelles récurrentes qui freinent les progrès de la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

L'objectif du programme de pays est d'appuyer et de compléter l'action que mène le Gouvernement pour concevoir et mettre en œuvre des programmes à long terme destinés à rompre le cycle intergénérationnel de la dénutrition et de la faim, conformément aux orientations tracées par le Plan national de développement humain (2009–2011), le Programme national d'élimination de la dénutrition infantile chronique (2007–2015), le Plan national de lutte contre les carences en micronutriments, le Programme de stimulation des jeunes enfants, le Programme national de lutte contre le VIH, le Plan national pour l'éducation (2011–2015) et les programmes gouvernementaux de protection sociale.

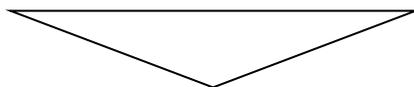
Le présent programme de pays porte essentiellement sur l'assistance technique à mettre en place pour renforcer la capacité dont dispose le Gouvernement pour concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer des programmes durables tenant compte de l'équité entre les sexes et visant à lutter contre la faim et la dénutrition. Il sera centré sur les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire – départements de Nueva Segovia, Madriz et Jinotega et Région autonome de l'Atlantique nord –, et ses buts seront les suivants:

- appuyer les activités nationales de prévention de la malnutrition chronique chez les enfants de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes;
- favoriser l'accès à l'éducation des enfants en âge d'aller à l'école maternelle ou primaire;
- renforcer la capacité de résistance aux chocs des ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées, surtout ceux dirigés par des femmes;
- aider les personnes séropositives à observer leur traitement antirétroviral dans les zones d'insécurité alimentaire; et
- renforcer les capacités dont dispose le Gouvernement pour concevoir et mettre en œuvre des programmes visant à prévoir et à atténuer la faim.

Le programme de pays est prévu pour durer cinq ans, du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2018, période à l'issue de laquelle le Gouvernement devrait être responsable du financement et de la mise en œuvre des programmes nationaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle, le PAM fournissant uniquement une assistance technique.

Le programme de pays est conforme au nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2013–2017 et contribue à la réalisation des Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 ainsi que des objectifs du Millénaire pour le développement 1 à 7.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays Nicaragua 200434 (2013–2018) (WFP/EB.1/2013/7), qui requiert 18 096 tonnes de produits alimentaires d'un coût de 16,0 millions de dollars É.-U., soit un coût total pour le PAM de 24,2 millions de dollars.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

1. Le Nicaragua est un pays à faible revenu et à déficit vivrier qui se classe au 129^{ème} rang sur 187 selon le *Rapport sur le développement humain* de 2011 et au 101^{ème} rang sur 146 selon l'indice d'inégalité de genre¹. Son indice de développement humain a progressé de 30 pour cent entre 1990 et 2011, mais les avantages correspondants ne se sont pas répartis d'égal manière: 42 pour cent des ménages sont pauvres et 15 pour cent vivent dans l'extrême pauvreté, avec moins de 1,25 dollar par jour². Les niveaux de dénuement sont plus élevés dans les zones rurales, où 63 pour cent de la population est pauvre et 27 pour cent vit dans une pauvreté extrême. Dans la Région autonome de l'Atlantique nord, où résident la plupart des communautés autochtones, 37 pour cent des ruraux sont en situation d'extrême pauvreté.
2. La malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans est de 22 pour cent³. Les taux les plus élevés se rencontrent dans les départements de Madriz (35 pour cent) et de Nueva Segovia (28 pour cent) situés dans le couloir de la sécheresse au Nord et dans la Région autonome de l'Atlantique nord. Chez les écoliers de 6 à 9 ans, la prévalence du retard de croissance est de 27 pour cent; elle atteint 58 pour cent dans certaines communes du département de Madriz⁴. La prévalence de la malnutrition aiguë globale s'élève à 6 pour cent; l'anémie touche 11 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 5 pour cent des femmes de 15 à 49 ans⁵. D'après la dernière enquête sanitaire en date du Nicaragua, seulement 46 pour cent des mères allaitaient exclusivement au sein, 37 pour cent des ménages les plus pauvres n'avaient pas accès à l'eau potable et 12 pour cent n'avaient pas de latrines.
3. Officiellement, le Nicaragua affiche l'un des taux de prévalence du VIH les plus faibles d'Amérique centrale – 7 700 personnes, soit 0,2 pour cent de la population –, mais le chiffre réel pourrait être jusqu'à cinq fois supérieur. Dans certaines communes, notamment à Chinandega et à Managua, les taux sont largement supérieurs à la moyenne nationale⁶, qui est passée de 7,6/100 000 en 2006 à 13,3/100 000 en 2008. La couverture du traitement antirétroviral est de 57 pour cent.
4. Le taux net national de scolarisation des garçons et des filles est de 93 pour cent dans les écoles primaires et de 57 pour cent dans les écoles maternelles⁷, mais 500 000 enfants et jeunes ruraux pauvres et autochtones âgés de 3 à 17 ans ne sont pas scolarisés. Dans les zones de peuplement autochtone, 40 pour cent des enfants d'âge scolaire primaire ne vont pas à l'école, et la durée moyenne de scolarisation n'est que de trois ans⁸. Les taux

¹ Programme des Nations Unies pour le développement. 2011. *Rapport sur le développement humain*. New York.

² Instituto Nacional de Información de Desarrollo (INIDE – Institut national d'information sur le développement). 2009. Enquête auprès des ménages sur le niveau de vie. Managua.

³ INIDE. 2007. Enquête démographique et sanitaire du Nicaragua. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.inide.gob.ni/endesa/FinalReport07.pdf>.

⁴ Ministère de la santé et Ministère de l'éducation. 2004. Étude nationale sur la croissance des enfants. Managua.

⁵ Système intégré de surveillance nutritionnelle. 2009.

⁶ Ministère de la santé. 2011. Rapport du premier semestre sur le Programme national de lutte contre le VIH/sida et les MST. Managua. La prévalence nationale du VIH est de 87/100 000; elle atteint 174/100 000 à Chinandega et 167/100 000 à Managua.

⁷ Ministère de l'éducation. 2010. Plan national pour l'éducation. Managua.

⁸ Ministère de l'éducation. 2008. Recensement scolaire. Managua.

nationaux de poursuite et d'achèvement de la scolarité primaire sont de 90 pour cent, mais la médiocrité des services d'éducation et des installations sanitaires se traduit par un taux d'abandon de 15 pour cent dans la Région autonome de l'Atlantique nord et de 13 pour cent dans le département de Jinotega. Sur les 10 750 écoles publiques du Nicaragua, 51 pour cent ont l'eau potable et 23 pour cent sont équipées de toilettes⁹. Le ratio entre filles et garçons scolarisés dans les écoles primaires est proche de 1 pour 1.

5. Le faible pouvoir d'achat est la principale cause de l'insécurité alimentaire. Le manque d'emploi et le bas niveau des revenus empêchent les pauvres de répondre à leurs besoins alimentaires: le revenu médian couvre seulement 24 pour cent du coût des aliments de base. L'utilisation inefficace de la terre et de l'eau ainsi que l'insuffisance des intrants agricoles et des possibilités de crédit proposées aux petits exploitants entravent la production vivrière et limitent les disponibilités alimentaires dans les zones d'insécurité alimentaire.
6. Entre août 2007 et octobre 2011, le prix de l'assortiment alimentaire de base a doublé et l'inflation a atteint 9 pour cent¹⁰. Les prix des denrées de base ne sont pas revenus à leurs niveaux d'avant 2007. On estime que la consommation alimentaire par habitant accuse un déficit énergétique de 200 kilocalories par jour¹¹. Selon l'analyse et cartographie de la vulnérabilité la plus récente réalisée par le PAM, 61 communes étaient fortement exposées à l'insécurité alimentaire, surtout dans les zones rurales du Nord et dans la Région autonome de l'Atlantique nord¹².
7. Le Nicaragua est sujet aux ouragans, aux inondations, aux sécheresses et aux tremblements de terre. Il se classe au 11^e rang selon l'Indice de risque de catastrophes de 2011 des Nations Unies, et au quatrième rang selon l'indice de risque climatique à long terme des pays les plus touchés par des phénomènes météorologiques extrêmes entre 1991 et 2010¹³. On estime que, tous les ans, 45 pour cent de la population est victime de la sécheresse, qui occasionne d'importantes pertes de production agricole, en particulier de céréales de base¹⁴. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire, dont la plupart vivent dans des zones exposées à des risques naturels, sont les moins à même de faire face aux chocs, et les stratégies qu'elles adoptent pour survivre – réduction de la fréquence des repas, des quantités consommées et de la qualité des aliments, surtout s'agissant des protéines animales, des légumes et des aliments enrichis – sont particulièrement préjudiciables aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux jeunes enfants¹⁵.

⁹ Direction de l'infrastructure scolaire, Ministère de l'éducation.

¹⁰ FAO *et al.* 2011. *Centroamérica en Cifras. Datos de Seguridad Alimentaria Nutricional y Agricultura Familiar (L'Amérique centrale en chiffres. Données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sur l'agriculture familiale)*. Décembre 2011. Rome. http://www.proamo.org/sites/proamo.org/files/fao-situacion_desnutricionca.pdf.

¹¹ Ministère de l'agriculture et des forêts. 2009. Politique relative à la sécurité et à la souveraineté alimentaires et nutritionnelles assurées par le secteur rural et agricole. Managua.

¹² PAM. 2008. Analyse et cartographie de la vulnérabilité consacrée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Gouvernement a demandé à la FAO et au PAM d'analyser la sécurité alimentaire et la nutrition, afin d'actualiser les données disponibles et d'affiner le ciblage.

¹³ Germanwatch. 2012. *Global Climate Risk Index 2012*. Disponible à l'adresse suivante: <http://germanwatch.org/klima/crri.pdf>

¹⁴ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. 2008 et 2010. *Nicaragua: Climate Change Effects on Agriculture*. Santiago.

¹⁵ PAM. 2011. Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence.

8. L'agriculture de subsistance représente 32 pour cent du secteur agricole et dépend des conditions météorologiques. D'après l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence réalisée par le PAM en 2011, les paysans pratiquant une agriculture de subsistance ont perdu jusqu'à 60 pour cent de leurs récoltes de céréales et de leurs volailles, et exploitent les ressources naturelles de manière non durable pour survivre, au détriment de l'environnement et des forêts. Ces paysans ont recours à des méthodes traditionnelles à faible rendement pour la culture des céréales de base; leur manque d'expérience de la gestion des terres ainsi que l'insuffisance de leurs capacités techniques et de leurs ressources financières entraînent des pertes après récolte. Ils sont donc particulièrement exposés aux chocs.
9. Le manque de moyens permettant de faire face aux changements climatiques et la faiblesse du secteur agricole ont une incidence défavorable sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La gestion des risques, l'adaptation aux changements climatiques et les questions environnementales font partie des priorités du Gouvernement, comme en témoignent le Plan national de développement humain et la Stratégie nationale de protection de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques.

COOPÉRATION PASSÉE ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

10. Le PAM est présent au Nicaragua depuis 1971. Dans les années 1980, il a concentré ses activités sur les interventions d'urgence. Dans les années 1990, il a appuyé des programmes de santé et d'éducation, aidé les personnes déplacées par la guerre civile et rétabli des espaces productifs dans des zones marginalisées. À mesure que la situation se stabilisait, le PAM a ensuite noué un partenariat avec le Gouvernement pour l'aider à renforcer les capacités du secteur public.
11. Le programme de pays 105970 (2008–2012) vise à lutter contre l'insécurité alimentaire et la dénutrition chroniques, surtout dans les départements de Nueva Segovia, Madriz, Jinotega et Matagalpa ainsi que dans la Région autonome de l'Atlantique nord. Un programme de santé maternelle et infantile soutient l'amélioration de la nutrition des enfants âgés de 6 à 35 mois, des femmes enceintes et des mères allaitantes. L'alimentation scolaire favorise l'accès à l'éducation dans les communautés touchées par l'insécurité alimentaire. Des activités Vivres pour la création d'avoires (VCA) et Vivres pour la formation (VPF) ont pour but d'améliorer les moyens d'existence des agriculteurs de subsistance dans les zones d'insécurité alimentaire.
12. Les interventions prolongées de secours et de redressement dans la région 104440 et 200043 complètent le programme de pays 105970 par des activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise ou encore de réduction des risques de catastrophe. L'initiative pilote "Achats au service du progrès" menée au Nicaragua aide les petits exploitants à améliorer la qualité et à accroître la commercialisation de leur production de maïs.
13. Une protection sociale est mise en place par des textes législatifs tels que la loi sur la sécurité et la souveraineté alimentaires et nutritionnelles, le décret 61-2011 sur la Politique de stimulation du jeune enfant, le programme Faim zéro, le programme Usure zéro, le Plan national de développement humain et le Programme d'élimination de la dénutrition infantile chronique (2007–2015). Priorité est donnée aux femmes enceintes, aux mères allaitantes, aux enfants de 6 à 23 mois, aux enfants d'âge scolaire et aux agriculteurs de subsistance. Les interventions du PAM s'inscrivent dans ce cadre législatif et visent à compléter les programmes publics de protection sociale.

14. Dans le cadre du programme de pays 105970, le soutien apporté par le PAM au Ministère de la santé et au Secrétariat exécutif pour la souveraineté et la sécurité alimentaires et nutritionnelles (*Secretaría Ejecutiva de Soberanía y Seguridad Alimentaria Nutricional* [SESSAN]) a permis:
- de renforcer les capacités nationales nécessaires pour conduire et coordonner des initiatives en matière de nutrition menées au titre du Programme national d'élimination de la dénutrition infantile chronique (2007–2013), et d'appuyer la formulation du Plan national de lutte contre les carences en micronutriments;
 - d'intégrer dans les plans nationaux des interventions liées à la nutrition des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants âgés de 6 à 35 mois;
 - d'améliorer les systèmes d'information afin d'adopter les critères de croissance définis par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS); et
 - de promouvoir la période propice des 1 000 premiers jours de la vie, de la conception à l'âge de 2 ans, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter de 10 pour cent la couverture des programmes de nutrition en faveur des femmes et des enfants entre 2010 et 2011 dans les zones d'intervention du PAM.
15. Le programme national d'alimentation scolaire a été instauré en 2005 avec l'appui du PAM. Il fournit un repas chaud quotidien à 1 million d'enfants des communes les plus touchées par l'insécurité alimentaire. Il est mis en œuvre par le Gouvernement via l'Unité chargée du programme intégré d'éducation nutritionnelle et le Ministère de l'éducation. Le financement provient en premier lieu du budget national, avec un appui de la Banque mondiale et de donateurs privés et un soutien en nature du PAM, mais il accuse un déficit de 45 pour cent. Le Gouvernement rencontre des difficultés pour intervenir dans les zones de peuplement autochtone, où les coûts logistiques sont élevés. La participation des communautés au programme est un important facteur de succès, car elle renforce l'intérêt porté par les parents à l'éducation. En 2012, 14 pour cent des vivres nécessaires aux écoles appuyées par le PAM provenaient de petits exploitants, une approche considérée par le Gouvernement comme une condition fondamentale pour la viabilité du programme.
16. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, le PAM a commencé à travailler avec le Fonds d'affectation spéciale brésilien en 2008. Cette collaboration a renforcé les capacités dont disposent l'Unité chargée du programme intégré d'éducation nutritionnelle et le Ministère de l'éducation pour recenser les besoins et élaborer un projet de loi qui permette de donner un cadre juridique aux programmes d'alimentation scolaire. Des contributions de donateurs privés ont permis au PAM et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) de mettre en œuvre des microprojets dans des écoles rurales des départements de Nueva Segovia et de Matagalpa. Les bâtiments et les installations sanitaires des écoles ont été améliorés dans le cadre d'une initiative de type Enveloppe de services essentiels.
17. Les programmes du PAM s'appuient sur des partenariats. À l'échelon national, il est crucial de faire intervenir les décideurs publics dans la conception des programmes; à l'échelon local, il est possible de s'assurer de la pertinence, de l'efficacité et de la viabilité des programmes en collaborant avec les municipalités et d'autres acteurs.
18. En 2011, le PAM a expérimenté un projet de transfert monétaire dans deux communes du département de Matagalpa. Le but était de permettre aux femmes d'augmenter leurs avoirs et leurs revenus, de diversifier leur régime alimentaire et d'améliorer l'état nutritionnel de leurs enfants, mais les coûts ont été supérieurs à ceux d'une aide en nature, car le partenaire coopérant a dû engager d'importantes dépenses pour le suivi et

l'atténuation des risques. Le PAM continuera de rechercher des solutions pour intégrer cette modalité de transfert de manière moins coûteuse.

ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

19. Le but du programme de pays 200434 est d'aider le Gouvernement à concevoir et à mettre en œuvre des approches à long terme visant à rompre le cycle intergénérationnel de la dénutrition et de la faim. Conformément au Plan national de développement humain et aux Objectifs stratégiques 2, 4 et 5¹⁶, il vise à :
- appuyer les activités nationales de prévention de la malnutrition chronique chez les enfants de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes (Objectif stratégique 4);
 - favoriser l'accès à l'éducation des enfants en âge d'aller à l'école maternelle ou primaire (Objectif stratégique 4);
 - renforcer la capacité de résistance aux chocs des ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées, surtout ceux dirigés par des femmes (Objectif stratégique 2);
 - améliorer l'observance du traitement antirétroviral dans les zones d'insécurité alimentaire (Objectif stratégique 4); et
 - renforcer les capacités dont dispose le Gouvernement pour concevoir et mettre en œuvre des programmes visant à prévoir et à atténuer la faim (Objectif stratégique 5).
20. Le programme de pays 200434 est en phase avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2013–2017, qui vise à : i) réduire les inégalités sociales, la pauvreté, la faim et la dénutrition; ii) mettre en œuvre les droits sociaux humains en accord avec la Déclaration du Millénaire; et iii) promouvoir la protection de l'environnement et la gestion des risques afin de parvenir à un développement humain durable (objectifs du Millénaire pour le développement [OMD] 1 à 7)¹⁷.
21. Les activités menées dans le cadre du programme de pays compléteront les programmes régionaux et nationaux :
- par des interventions mobilisant une aide alimentaire en vue de lutter contre la malnutrition chronique, de favoriser l'accès à l'éducation et de renforcer la capacité de résistance aux phénomènes météorologiques extrêmes des agriculteurs de subsistance et des populations touchées par le VIH de 20 communes des départements de Nueva Segovia, de Madriz et de Jinotega ainsi que de la Région autonome de l'Atlantique nord, qui sont classées parmi les zones extrêmement ou fortement exposées à l'insécurité alimentaire¹⁸; et

¹⁶ Objectif stratégique 2 – prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; 4 – réduire la faim chronique et la dénutrition; et 5 – renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

¹⁷ OMD 1 – réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 – assurer l'éducation primaire pour tous; 3 – promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; 4 – réduire la mortalité infantile; 5 – améliorer la santé maternelle; 6 – combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; 7 – préserver l'environnement.

¹⁸ Compte tenu des contraintes logistiques et économiques, le programme de pays 200434 sera centré sur les zones où se trouvent des communes extrêmement vulnérables ou très vulnérables.

- en insistant sur le renforcement des capacités nécessaires au Gouvernement pour réduire la dénutrition et la faim grâce à une assistance technique destinée à soutenir l'amélioration de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des solutions nationales de lutte contre la faim.

Composante 1: fournir un appui nutritionnel aux groupes vulnérables

22. La composante 1 vise à renforcer les programmes du Gouvernement en matière de nutrition et à améliorer l'état nutritionnel des groupes vulnérables dans les communes des départements de Nueva Segovia et de Madriz, où l'on trouve les plus forts taux de malnutrition chronique (retard de croissance) et de carences en micronutriments.
23. Des rations enrichies à emporter destinées aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux enfants de 6 à 23 mois seront distribuées pendant 180 jours pour prévenir la malnutrition chronique, sous réserve de la fréquentation des centres de santé. Cette aide fera partie d'une enveloppe santé et nutrition mise en place par le Ministère de la santé et comprenant des interventions dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, une éducation nutritionnelle, la promotion de l'allaitement maternel exclusif et une supplémentation en micronutriments.
24. Chaque année, 3 000 femmes enceintes et mères allaitantes bénéficieront de rations de Supercereal et d'huile végétale, et 5 200 enfants de 6 à 23 mois recevront du Supercereal Plus¹⁹. Dans le cadre d'une initiative régionale du PAM en matière de nutrition, le PAM et le Ministère de la santé appuieront la production locale d'aliments complémentaires enrichis destinés aux groupes vulnérables, afin de remplacer le Supercereal importé pour le programme de pays 200434 et d'utiliser ces aliments par la suite dans le programme national. Le PAM œuvrera aux côtés des partenaires gouvernementaux pour promouvoir l'incorporation d'aliments enrichis en micronutriments dans les programmes de nutrition et de santé ciblant les groupes vulnérables.
25. Le PAM renforcera les capacités nationales et locales au moyen d'une assistance technique et d'actions de formation, afin d'améliorer la surveillance nutritionnelle à tous les niveaux et d'accroître les capacités dont dispose le personnel de santé pour actualiser les politiques de santé maternelle et infantile, et conduire des activités d'éducation nutritionnelle. Le PAM aidera le SESSAN à mettre sur pied des structures régionales et locales pour accueillir les commissions sur la sécurité et la souveraineté alimentaires et nutritionnelles. Ces initiatives créeront les conditions permettant d'introduire des programmes gouvernementaux durables dans le cadre de la stratégie de transfert des responsabilités appliquée par le PAM; elles seront mises en œuvre en collaboration avec le Ministère de la santé, le Ministère de l'agriculture et des forêts, l'UNICEF, l'OPS et l'OMS.

Composante 2: favoriser l'accès à l'éducation

26. La composante 2 soutiendra les écoles maternelles et primaires des zones de peuplement autochtone marginalisées de la Région autonome de l'Atlantique nord et du département de Jinotega, où les indicateurs relatifs à l'éducation sont bien au-dessous des moyennes nationales. Le PAM viendra en aide à 150 000 écoliers chaque année dans 12 communes, en leur fournissant des repas qui comprendront des céréales, des légumes secs, des

¹⁹ Les chiffres prévisionnels établis en coordination avec le Ministère de la santé reposent sur le nombre de personnes enregistrées dans les programmes de santé maternelle et infantile et sur la prévalence effective de la malnutrition chronique dans les zones ciblées.

aliments composés enrichis, de l'huile végétale enrichie et du lait écrémé en poudre²⁰. Le but de cette assistance est d'améliorer les taux de scolarisation, la fréquentation scolaire, les capacités d'apprentissage, les taux d'achèvement des études et l'éducation à la nutrition. Quinze pour cent des élèves des écoles maternelles et primaires en bénéficieront.

27. Pour renforcer l'organisation des communautés et les sensibiliser à l'importance de la nutrition, de l'éducation et de l'hygiène, le PAM, l'Unité chargée du programme intégré d'éducation nutritionnelle et le Ministère de l'éducation continueront d'apporter leur concours à la création de comités de l'alimentation scolaire, composés de parents, de représentants locaux et d'enseignants et comprenant autant de femmes que d'hommes aux postes de décision. Le PAM aidera l'unité et le Ministère de l'éducation à renforcer la qualité et la viabilité du programme national d'alimentation scolaire: i) en adoptant des normes de qualité; ii) en apportant des compétences techniques en matière d'achats et de logistique; iii) en favorisant les liens entre le programme d'alimentation scolaire, les petits exploitants et les organisations paysannes, dans la perspective d'un approvisionnement local en vivres; et iv) en mobilisant des ressources. Le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) appuieront l'établissement d'un cadre juridique pour les programmes d'alimentation scolaire. Une stratégie de pérennisation bien définie, fondée sur les critères de qualité suivis par le PAM pour ce qui est de l'alimentation scolaire²¹, sera élaborée avec le Gouvernement en vue d'appuyer le transfert de la responsabilité du programme d'alimentation scolaire aux autorités nationales et la mobilisation de ressources.
28. Dans le cadre de l'Enveloppe des services essentiels, le PAM se concertera avec l'UNICEF, l'OMS, l'OPS, la FAO et des institutions gouvernementales, afin de fournir de l'eau, des services d'assainissement et une éducation nutritionnelle, et de faciliter la création de potagers scolaires et communautaires permettant de diversifier les repas distribués dans les écoles. Le PAM collaborera aussi avec le Ministère de l'agriculture et des forêts et l'agence publique chargée des aliments de base (*Empresa Nicaragüense de Alimentos Básicos*), qui soutiennent tous deux les activités de production et de commercialisation des petits exploitants.

Composante 3: renforcer la capacité de résistance des communautés et des ménages

29. Dans huit communes des départements de Nueva Segovia et de Madriz, des activités VCA et VPF axées sur la reconstitution des avoirs et la reconstruction des infrastructures permettront aux populations locales de renforcer leur capacité de résistance en améliorant l'accès à la nourriture et en réduisant les risques. Il s'agit de faire participer les communautés à la conservation du sol et de l'eau, et à la remise en état des terres et des infrastructures tout en leur apprenant à gérer les risques de catastrophe et à protéger leurs moyens de subsistance. L'IPSR 200043 lancée au niveau régional comprend des activités ciblant les familles qui se sont retrouvées en situation d'insécurité alimentaire à l'issue d'un choc, tandis que le présent programme de pays sera axé sur le renforcement de la

²⁰ Le lait écrémé en poudre a été fourni par la Suisse au cours des six dernières années.

²¹ Les cinq normes de qualité de l'alimentation scolaire recensées dans la publication établie conjointement par le PAM et la Banque mondiale et intitulée "Repenser l'alimentation scolaire: Filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation", sont les suivantes: i) un cadre politique national; ii) des capacités institutionnelles suffisantes garantissant la mise en œuvre et la coordination; iii) un financement stable; iv) une conception et une mise en œuvre cohérentes; et v) la participation de la communauté.

résilience des ménages et des communautés afin d'atténuer l'impact des chocs qui pourraient se produire à l'avenir dans le "couloir de la sécheresse" du pays.

30. La composante 3 viendra en aide à 2 000 familles en situation d'insécurité alimentaire (10 000 personnes) au cours de la période de soudure de la saison sèche. Les bénéficiaires seront sélectionnés au moyen de critères élaborés avec le concours du Programme de sécurité alimentaire et de nutrition du Ministère de l'agriculture, de partenaires locaux et de comités regroupant des ménages en situation d'insécurité alimentaire, des familles sans terres, des familles dirigées par des femmes et des agriculteurs de subsistance disposant de moins d'un hectare de terres. La participation des femmes aux activités VCA et VPF et à la direction des comités sera encouragée. Les organisations communautaires, les collectivités locales et les organisations non gouvernementales fourniront des outils, des semences, des engrais et une assistance technique.
31. Les participants recevront pendant 60 jours une ration familiale de céréales, de haricots et d'huile végétale correspondant à 65 pour cent du salaire journalier moyen. Sous réserve de la disponibilité des fonds, une étude de marché sera menée pour examiner d'autres modalités de transfert possibles.
32. Le PAM organisera des activités de sensibilisation et des débats pour aider le Ministère de l'agriculture et des forêts et d'autres institutions gouvernementales à mettre en place des approches visant à réduire et gérer les risques de catastrophe ainsi qu'à faciliter l'adaptation aux changements climatiques, en relation avec les programmes agricoles. Le PAM travaillera en coordination avec la FAO, d'autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales en vue de créer des synergies au niveau local.

Composante 4: atténuer les effets du VIH

33. Un projet pilote dont le but est d'améliorer l'observance du traitement antirétroviral en fournissant des rations familiales aux ménages en situation d'insécurité alimentaire par le truchement des dispensaires municipaux sera mis en œuvre à Chinandega et à Managua, à l'appui du Programme national de lutte contre le VIH.
34. Chaque année, 320 familles (1 600 personnes) recevront pendant 180 jours des rations à emporter de Supercereal, d'huile végétale enrichie, de légumes secs et de céréales, et bénéficieront d'une éducation à la nutrition. Un volet de renforcement des capacités est prévu pour former le personnel chargé du Programme national de lutte contre le VIH et fournir une assistance technique, afin d'intégrer la dimension des droits de l'homme et de l'équité entre les sexes dans les services de santé destinés aux familles touchées par le VIH.
35. Le PAM collaborera avec le Ministère de la santé, l'OPS et l'OMS pour surveiller les taux d'observance et d'abandon thérapeutiques ainsi que les scores de consommation alimentaire. Il travaillera aux côtés du Programme national de lutte contre le sida et de l'Association des personnes vivant avec le VIH, afin d'introduire dans le programme national un volet recherche qui permette d'évaluer les conséquences des habitudes alimentaires et des déficits nutritionnels sur la poursuite du traitement antirétroviral et sur l'état nutritionnel. L'objectif ici sera d'élaborer: i) des activités d'éducation à la nutrition; ii) des critères de prise en charge dans les activités de soutien alimentaire; et iii) un assortiment alimentaire approprié. La démarche a été expérimentée par le PAM et Rand Health en Bolivie, au Honduras et en République dominicaine.

Renforcement des capacités et transfert des responsabilités

36. Le PAM contribuera au renforcement institutionnel du SESSAN en aidant à instaurer un système national de suivi et d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Ce système comprendra des indicateurs nutritionnels, des données sur la production de céréales de base, le suivi des prix et l'accès des ménages à la nourriture ainsi qu'une cartographie et une analyse de la vulnérabilité, et bénéficiera aux autres composantes du programme de pays.
37. Le Gouvernement devrait prendre progressivement la responsabilité de la mise en œuvre et du financement de ses programmes nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition au cours des deux dernières années du programme de pays. Pendant la phase initiale de celui-ci, le PAM s'attachera à renforcer la capacité des institutions de concevoir et mettre en œuvre des programmes et initiatives touchant la sécurité alimentaire et la nutrition, d'en assurer le suivi et de les évaluer, tout en continuant à fournir directement un appui. Un plan de transition clair sera élaboré avec les homologues nationaux, et des jalons, des échéances, des cibles et des critères de référence seront définis pour faciliter le processus.
38. Le PAM continuera de promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en facilitant l'échange d'informations, en soutenant les réunions et les ateliers régionaux, et en établissant des contacts avec des partenaires régionaux.
39. L'indice de capacité nationale du PAM²² permettra à celui-ci de mettre au point des interventions axées sur la réduction de la faim. Des données de référence seront établies à cette fin pour chaque composante du programme de pays en consultation avec le Gouvernement, l'objectif étant de définir le calendrier de transfert des responsabilités afférentes aux programmes appuyés par une aide alimentaire.

TABLEAU 1: VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE				
	Par an	Total cumulé sur 5 ans		
		Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
Composante 1 – fournir un appui nutritionnel aux groupes vulnérables:				
Femmes enceintes et mères allaitantes	3 000		15 000	15 000
Enfants de 6 à 23 mois	5 200	13 000	13 000	26 000
Composante 2 – favoriser l'accès à l'éducation ²³	150 000	150 000	150 000	300 000
Composante 3 – renforcer la capacité de résistance des communautés et des ménages	10 000	24 925	25 075	50 000
Composante 4 – atténuer les effets du VIH	1 600	4 000	4 000	8 000
TOTAL	169 800	191 925	207 075	399 000

²² Les cinq critères de qualité de l'alimentation scolaire recensés dans la publication réalisée conjointement par le PAM et la Banque mondiale, « Repenser l'alimentation scolaire : Filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation », sont : i) un cadre institutionnel; ii) des capacités institutionnelles suffisantes pour la mise en œuvre et la coordination; iii) un financement stable; iv) une conception et une mise en œuvre rigoureuses; et v) la participation des communautés.

²³ Le nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire a été ajusté pour tenir compte des chevauchements entre les années.

TABLEAU 2: VENTILATION DES RATIONS ALIMENTAIRES, PAR COMPOSANTE (g/personne/jour)					
	Composante 1		Composante 2	Composante 3	Composante 4
	Femmes enceintes et mères allaitantes	Enfants de 6 à 23 mois			
Céréales	–	–	40	440	160
Légumes secs	–	–	30	80	24
Supercereal	200	–	35	–	20
Supercereal Plus	–	200	–	–	–
Huile végétale	25	–	15	20	10
Lait écrémé en poudre	–	–	10	–	–
Total	225	200	130	540	214
Total kcal/jour	976	840	540	1 845	804
% de kcal provenant des protéines	12,6	16,2	14,1	12,1	11,9
% kcal provenant des lipides	38	22,8	33,1	18	20,5
Nombre de jours de distribution par an	180	180	150	60	180

TABLEAU 3: VENTILATION DES BESOINS ALIMENTAIRES, PAR COMPOSANTE (en tonnes)					
	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Composante 4	Total
Céréales	–	4 500	1 320	230	6 050
Légumes secs	–	3 375	240	35	3 650
Supercereal	540	3 937	–	29	4 506
Supercereal Plus	936	–	–	–	936
Huile végétale	68	1 688	60	13	1 829
Lait écrémé en poudre	–	1 125	–	–	1 125
TOTAL	1 544	14 625	1 620	307	18 096
% des besoins ²⁴	8	81	9	2	100

GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME

40. Le suivi sera réalisé par le PAM, le Gouvernement et des partenaires locaux selon une approche de gestion axée sur les résultats. Les données seront recueillies au cours de visites sur le terrain et d'enquêtes destinées à mesurer des indicateurs de processus et de produit dans les communes ciblées. Le PAM et le Gouvernement organiseront le suivi sur la base des indicateurs de référence du programme de pays, ventilés par âge et par sexe. Les partenaires gouvernementaux et le PAM effectueront un suivi des interventions appuyées par une aide alimentaire, afin de veiller à la bonne distribution des vivres aux groupes ciblés. Le PAM supervisera les opérations par l'entremise de ses bureaux auxiliaires et cherchera à améliorer la qualité de la collecte des données et des rapports.
41. Le PAM demeure résolu à veiller à ce que les questions relatives aux disparités entre les sexes et à l'égalité des sexes soient prises en compte dans le cadre de toutes les activités du programme de pays, et il s'emploiera à donner davantage d'autonomie aux femmes au niveau des politiques, des programmes et des mesures mis en place pour s'attaquer aux difficultés existant dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition.
42. Le PAM appliquera ses procédures d'achat standard fondées sur le rapport coût-efficacité. Les achats locaux auprès des petits agriculteurs seront encouragés autant que possible, notamment en tirant parti des résultats de l'initiative Achats au service du progrès pour répondre aux besoins en denrées alimentaires du programme national d'alimentation scolaire. Le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits permettra de suivre les produits alimentaires.
43. Les denrées importées ou achetées localement seront livrées dans un entrepôt du PAM à Sebaco ou dans des entrepôts publics. L'État supportera les coûts du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention.
44. Le programme de pays 200434 contribuera au processus de décentralisation administrative en faisant participer les autorités locales à l'organisation des communautés, au ciblage des bénéficiaires, à la distribution des produits alimentaires, et à l'analyse de l'alimentation et de la nutrition.

²⁴ Vivres alloués à chaque composante en pourcentage du total des denrées alimentaires.

45. À l'occasion de réunions de suivi et dans le cadre de comités techniques, le PAM évaluera les progrès accomplis par le pays dans la mise en place de solutions nationales au problème de la faim. Il communiquera ses observations et recommandations aux parties prenantes, ainsi que les enseignements tirés de ses activités, afin que des mesures correctives puissent être prises, si besoin est, et que les accords soient respectés. Le budget du programme de pays 200434 comprend la réalisation d'une étude initiale, d'un examen à mi-parcours et d'une évaluation finale.

Gestion des risques

⇒ *Risques contextuels*

46. Des mesures seront prises dans le cadre d'un plan d'urgence pour préparer les populations aux catastrophes naturelles et à la fluctuation des prix des aliments, et atténuer les effets de ces phénomènes le cas échéant.

⇒ *Risques programmatiques*

47. À mesure que le PAM transférera au Gouvernement la responsabilité opérationnelle des activités, les capacités institutionnelles et la fourniture en temps opportun d'intrants complémentaires deviendront essentielles: le programme de pays 200434 intègre le renforcement des capacités dans toutes ses composantes, afin de veiller au succès de la transition et à la viabilité à long terme des opérations.

⇒ *Risques institutionnels*

48. La limitation du financement accordé par les donateurs traditionnels en raison d'un changement de priorités en matière de développement pourrait mettre en péril la mise en œuvre du programme de pays 200434. De même, le manque de ressources disponibles du fait de la crise financière et les possibles coupes budgétaires font planer une menace sur les réseaux de protection sociale liés aux interventions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Pour renforcer autant que possible la prévisibilité et la flexibilité des ressources et mettre en place des collaborations sur plusieurs années, le PAM recherchera des donateurs supplémentaires et nouera de nouveaux partenariats avec les secteurs public et privé. Si les ressources devaient se révéler insuffisantes, la priorité serait accordée d'abord à l'appui nutritionnel aux groupes vulnérables, puis aux activités d'alimentation scolaire menées dans les régions autochtones.

ANNEXE I-A

RÉSUMÉ DU BUDGET (en dollars)					
	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Composante 4	Total
Produits alimentaires (en tonnes) ¹	1 544	14 625	1 620	307	18 096
Coût des produits alimentaires	1 536 239	13 393 649	894 600	193 307	16 017 795
Total	1 536 239	13 393 649	894 600	193 307	16 017 795
Transport extérieur					1 803 532
Transport terrestre, entreposage et manutention (total)					1 096 066
Transport terrestre, entreposage et manutention (coût par tonne)					60,57
Autres coûts opérationnels directs					697 956
Total des coûts opérationnels directs					19 615 349
Coûts d'appui directs ²					3 022 617
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³					1 584 658
COÛT TOTAL POUR LE PAM					24 222 624

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé aux fins d'établissement du budget et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	155 253
Personnel local – agents des services généraux	189 771
Personnel local – personnel temporaire	491 028
Personnel local – heures supplémentaires	65 000
Consultants nationaux	19 250
Voyages officiels du personnel	256 000
Total partiel	1 176 302
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	719 640
Charges courantes (électricité, etc.)	264 250
Fournitures de bureau et petit matériel	17 550
Communication	32 000
Réparation et entretien du matériel	19 000
Exploitation et entretien des véhicules	85 625
Installation des bureaux et réparations	27 750
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	75 000
Total partiel	1 240 815
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	153 000
Matériel de communication	52 500
Dépenses locales de sécurité	400 000
Total partiel	605 500
TOTAL	3 022 617

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Effets directs du PNUAD</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La plupart des personnes vulnérables ont accès à des produits alimentaires sains et nutritifs et en consomment ➤ Les enfants, les adolescents et les jeunes, garçons et filles, surtout issus des communautés rurales et autochtones, ont tous accès à un enseignement de qualité proposant des formations techniques qui leur permettent d'acquérir des compétences pratiques courantes et tiennent compte du contexte socioculturel ➤ Les institutions gouvernementales ont la capacité de mettre en œuvre des stratégies coordonnées et des programmes de prévention du VIH à l'intention des adolescents, des jeunes, des femmes et des enfants exposés ou susceptibles d'être exposés au VIH, et tiennent compte des déterminants sociaux du virus ➤ Les populations prioritaires ont accès à la santé, en particulier les mères, les enfants et les femmes ➤ Des stratégies de développement durable intègrent la gestion et l'atténuation des risques ainsi que l'adaptation aux changements climatiques 	<p>Indicateurs d'effet direct du PNUAD</p> <p>Les indicateurs d'effet direct n'ont pas encore été définis</p>	<p>Les organismes des Nations Unies et le Gouvernement acceptent de soutenir la réalisation des objectifs du PNUAD</p> <p>Les organismes des Nations Unies obtiennent des fonds pour mettre en œuvre le plan d'action du PNUAD</p>
<p>Composante 1: fournir un appui nutritionnel aux groupes vulnérables Objectif: appuyer les activités nationales de prévention de la malnutrition chronique, des carences en micronutriments et de la dégradation de l'état de santé chez les enfants de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes</p>		
<p>Objectif stratégique 4: réduire la faim chronique et la dénutrition</p>		
<p>Effet direct 1 Amélioration de l'état nutritionnel des femmes, des filles et des garçons ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants de 6 à 23 mois ciblés (taille/âge en %) Cible: diminuer la malnutrition chronique (retard de croissance) de 2 points de pourcentage au sein du groupe ciblé ➤ Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de 6 à 23 mois ciblés Cible: diminuer les carences en fer de 2 points de pourcentage au sein des groupes ciblés 	<p>Les partenaires gouvernementaux fournissent une assistance technique et des intrants tels que des formations en matière de nutrition et de santé</p> <p>Les centres de santé disposent de locaux et d'équipement adéquats, d'un personnel formé en nombre suffisant et de ressources appropriées</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de nourrissons présentant un faible poids à la naissance (< 2,5 kg) Cible: diminuer de 1 point le pourcentage des nourrissons présentant un faible poids à la naissance	
Produit 1.1 Produits alimentaires distribués en temps voulu aux femmes enceintes, mères allaitantes et enfants de 6 à 23 mois ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 3 000 femmes enceintes et mères allaitantes bénéficient de l'assistance conformément aux prévisions ➤ 2 600 garçons bénéficient de l'assistance conformément aux prévisions ➤ 2 600 filles bénéficient de l'assistance conformément aux prévisions ➤ 1 544 tonnes de produits alimentaires sont distribués conformément aux prévisions ➤ Quantité effective d'aliments enrichis distribués ➤ Nombre de comités de distribution des vivres ➤ Nombre de centres de santé appuyés par le PAM ➤ Pourcentage de femmes occupant des postes de décision dans les comités de distribution des vivres ➤ Nombre de femmes ciblées recevant une formation en matière de santé, de nutrition et d'hygiène 	
Composante 2: favoriser l'accès à l'éducation Objectif: favoriser l'accès à l'école maternelle et à l'école primaire, surtout pour les enfants vivant dans les zones les plus vulnérables		
Objectif stratégique 4: réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 2 Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de scolarisation: variation annuelle moyenne du nombre de filles et de garçons scolarisés Cible: augmentation annuelle de 3% <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons sont allés en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe Cible: augmentation annuelle de 3% <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ratio filles/garçons: ratio entre filles et garçons scolarisés Cible: 1/1	Les fonds disponibles sont suffisants pour acheter et distribuer les produits alimentaires Les produits alimentaires sont livrés dans les écoles en temps opportun Les écoles restent ouvertes L'Unité chargée du programme intégré d'éducation nutritionnelle et le Ministère de l'éducation forment les enseignants et d'autres membres du personnel scolaire Les comités de l'alimentation scolaire fonctionnent

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 2.1 Produits alimentaires distribués en temps voulu aux écoliers ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 75 000 filles reçoivent des repas dans les écoles maternelles et primaires, conformément aux prévisions ➤ 75 000 garçons reçoivent des repas dans les écoles maternelles et primaires, conformément aux prévisions ➤ Quantité effective de produits alimentaires distribués <p>Cible: 14 625 tonnes</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles appuyées par le PAM ➤ Quantité effective d'aliments enrichis distribués ➤ Nombre de comités de l'alimentation scolaire ➤ Pourcentage de femmes occupant des postes de décision dans les comités de l'alimentation scolaire 	
<p>Composante 3: renforcer la capacité de résistance des communautés et des ménages Objectif: soutenir et renforcer la capacité de résistance des communautés aux chocs, notamment au changement climatique, grâce à des programmes de protection sociale ou de création d'avoirs</p>		
<p>Objectif stratégique 2: prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets</p>		
<p>Effet direct 3 Consommation alimentaire adéquate des ménages ciblés durant la période couverte par l'assistance du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages <p>Cible: score de consommation alimentaire des ménages ciblés stabilisé au-dessus de la valeur de référence (à établir) pour 80% des ménages</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion des dépenses que les ménages bénéficiaires consacrent à l'alimentation <p>Cible: diminution annuelle de 5% pour les ménages qui consacrent plus de 50% de leur revenu à l'alimentation</p>	<p>Le Gouvernement et les partenaires locaux disposent de ressources suffisantes pour mettre en œuvre le programme</p>
<p>Produit 3.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires distribués en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 000 femmes participent aux activités VCA et VPF, et reçoivent des rations familiales et des articles non alimentaires ➤ 1 000 hommes participent aux activités VCA et VPF, et reçoivent des rations familiales et des articles non alimentaires ➤ Quantité effective de produits alimentaires distribués <p>Cible: 1 620 tonnes</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de comités de distribution des vivres ➤ Pourcentage de femmes occupant des postes de décision dans les comités de distribution des vivres 	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

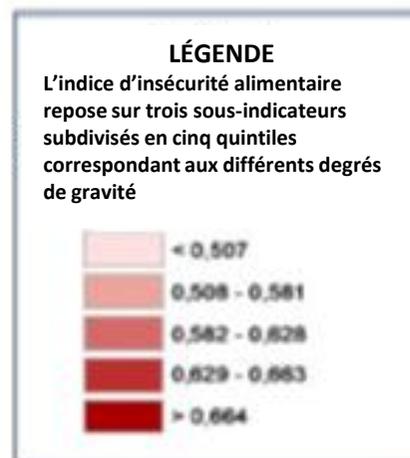
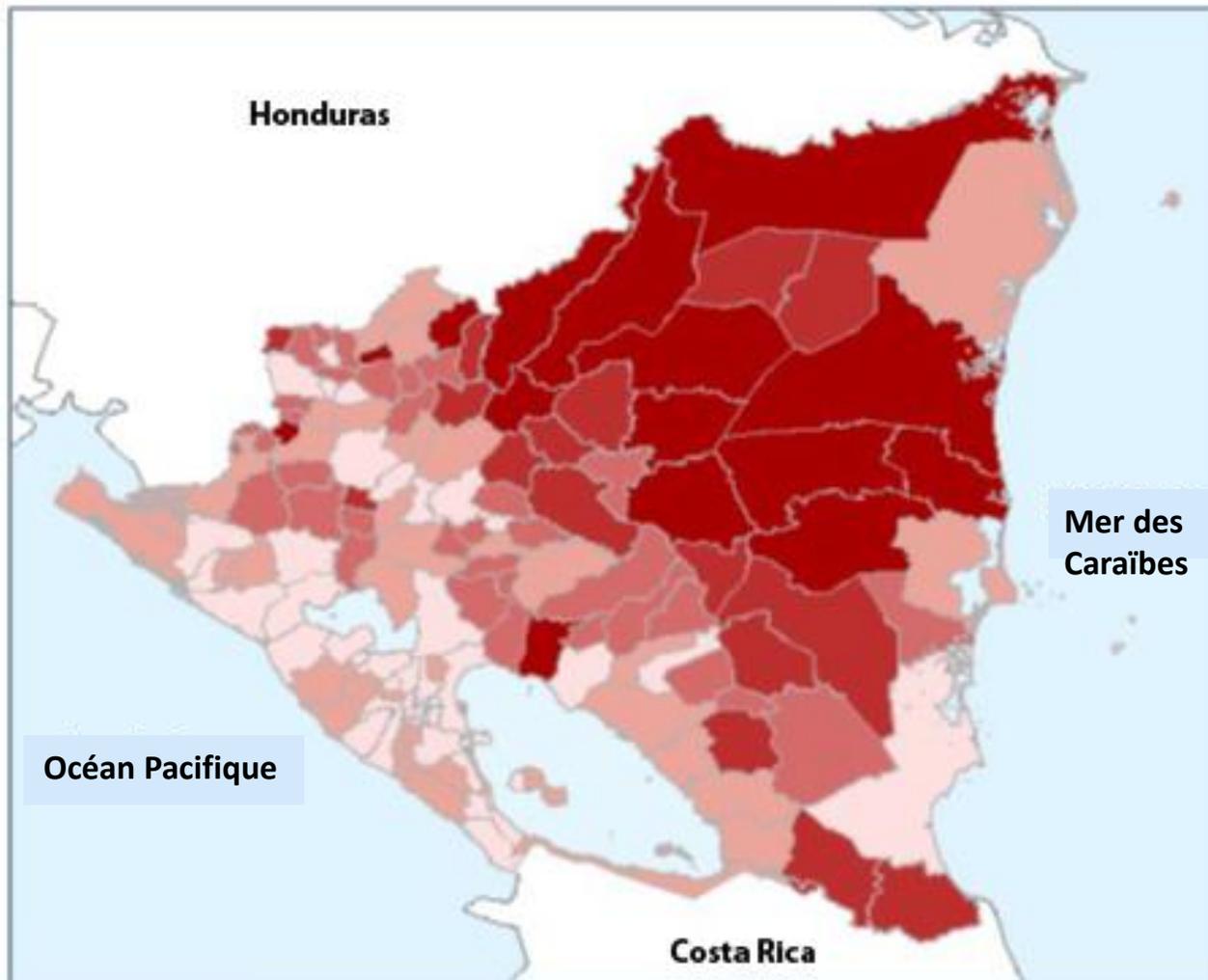
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Effet direct 4 Réduction des risques de catastrophe dans les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des communautés en termes d'avoirs Cible: augmentation des avoires productifs dans 20% des projets	Les partenaires fournissent des intrants sous la forme d'une formation et d'une assistance technique Les effets des catastrophes naturelles sur la sécurité alimentaire des populations touchées sont atténués grâce au renforcement de la capacité de résistance de celles-ci La population ciblée s'adapte mieux aux changements climatiques
Produit 4.1 Avoirs créés ou remis en état par les communautés et les ménages ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'avoires créés ou remis en état dans les communautés, par type et unité de mesure 	
Composante 4: atténuer les effets du VIH Objectif: soutenir les ménages en situation d'insécurité alimentaire qui sont touchés par le VIH et aider les personnes séropositives à observer leur traitement antirétroviral dans les communes où la prévalence du VIH est la plus élevée		
Objectif stratégique 4: réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 5 Amélioration de l'observance du traitement antirétroviral	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'observance du traitement antirétroviral Cible: augmentation annuelle de 3%	Le Programme national de lutte contre le VIH est mis en œuvre par le Ministère de la santé et dispose de ressources suffisantes
Produit 5.1 Rations distribuées en quantité suffisante aux patients séropositifs ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 320 patients séropositifs, répartis par âge et par sexe, reçoivent des rations alimentaires ➤ Nombre de centres de santé prenant en charge des patients séropositifs ➤ Quantité effective de produits alimentaires distribués Cible: 307 tonnes	
Effet direct 6 Réduction du taux d'abandon du traitement antirétroviral	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'abandon du traitement antirétroviral Cible: diminution annuelle de 3%	
Produit 6.1 Traitement antirétroviral fourni en temps voulu aux patients séropositifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 320 femmes et hommes séropositifs reçoivent un traitement antirétroviral régulièrement dans les centres de santé ➤ Nombre de bilans de santé effectués par des patients séropositifs ➤ Nombre de sessions de formation auxquelles ont assisté des patients séropositifs, par sexe 	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Effet direct 7 Amélioration du score de consommation alimentaire des ménages	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire Cible: score de consommation alimentaire des ménages ciblés stabilisé au-dessus de la valeur de référence (à établir) pour 80% des ménages	
Produit 7.1 Accroissement de la consommation d'aliments enrichis chez les patients séropositifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de patients séropositifs ayant une consommation alimentaire adéquate 	
Composantes 1 à 4: renforcer les capacités nationales permettant de lutter contre la faim Objectif: renforcer les capacités dont dispose le pays pour formuler, gérer et appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévoir et atténuer la faim		
Objectif stratégique 5: renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, grâce notamment à une stratégie de transfert des responsabilités et à des achats locaux		
Effet direct 8 Progrès dans la mise en place de solutions nationales au problème de la faim dans le cadre de programmes gouvernementaux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale en matière d'appui nutritionnel Cible: valeur de référence à déterminer <ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale en matière d'alimentation scolaire Cible: valeur de référence à déterminer <ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale en matière de renforcement de la capacité de résistance des communautés et des ménages Cible: valeur de référence à déterminer <ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale en matière d'atténuation des effets du VIH Cible: valeur de référence à déterminer	Le Gouvernement dispose de capacités suffisantes pour se doter de stratégies visant à résoudre le problème de la faim Des fonds sont disponibles pour la formation, l'assistance technique et le suivi des initiatives gouvernementales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition Les ressources disponibles sont suffisantes pour mener des activités de sensibilisation auprès des décideurs publics nationaux
Produit 8.1 Solutions au problème de la faim mises en œuvre par les institutions gouvernementales dans le cadre de leurs programmes nationaux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'initiatives, de systèmes et d'outils initialement gérés par le PAM qui ont été transférés au Gouvernement dans le domaine de la lutte contre la faim 	
Produit 8.2 Personnel national formé pour gérer des programmes gouvernementaux visant à résoudre le problème de la faim	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes formées aux outils de lutte contre la faim ➤ Nombre de projets d'assistance technique ➤ Dépenses consacrées par le PAM au renforcement des capacités techniques 	



Indice d'insécurité alimentaire et nutritionnelle



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OMD	objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
SESSAN	<i>Secretaría Ejecutiva de Soberanía y Seguridad Alimentaria Nutricional</i>
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoires
VPF	Vivres pour la formation